



La contribution de la promotion des chaînes de valeur à l'augmentation de la résilience

Le contexte

La pauvreté matérielle va presque toujours de pair avec une grande vulnérabilité. Les ménages ruraux disposant de faibles ressources sont pratiquement incapables d'amortir les conséquences du changement climatique ou de réagir aux chocs économiques. Les ménages pauvres sont les plus durement touchés par les catastrophes naturelles, la pénurie ou le renchérissement des denrées alimentaires ou la baisse des prix payés aux producteurs ruraux.

L'un des objectifs de la coopération allemande au développement est d'augmenter la résilience des groupes de population pauvres en milieu rural. La résilience dépend de la capacité des populations à absorber les chocs et des possibilités qu'elles ont de s'adapter aux nouvelles conditions ou de les éviter. On résume ces stratégies de subsistance par la trilogie « Absorption, adaptation et transformation ».

La résilience et les chaînes de valeur

Le développement des chaînes de valeur rurales peut améliorer la résilience à ces trois niveaux et on peut envisager les effets suivants :

- Le développement économique des exploitations rurales, leur intégration au marché et l'accès au travail salarié améliorent le revenu des ménages pauvres. Si les réserves constituées sont plus importantes, si les infrastructures sont améliorées et si les familles diversifient leurs

sources de revenus, elles seront mieux armées pour faire face aux risques de la vie.

- L'approvisionnement des groupes de population pauvres en denrées alimentaires et autres produits de première nécessité se fait souvent par l'intermédiaire des chaînes de valeur sur le marché intérieur. Les capacités de performance accrues de ces chaînes de valeur entraînent non seulement une baisse des coûts de production et du niveau des prix, elles se traduisent également par une gestion des stocks et une logistique de meilleure qualité. Le développement des chaînes de valeur réduit donc les risques qui pèsent sur la sécurité d'approvisionnement.
- Une orientation marché claire et, avec elle, la nécessité d'améliorer en permanence sa propre compétitivité, incitent les individus à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour s'adapter aux nouvelles conditions. Ces compétences leur sont également utiles pour surmonter les chocs.
- Le développement du marché ouvre de nouvelles perspectives et de nouvelles options économiques, ce qui atténue la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles locales.

Options d'action

(1) Développement des chaînes de valeur rurales en général

L'approche des chaînes de valeur englobe une très grande diversité de programmes publics, de projets



de développement et d'initiatives privées. Les principes de base sont l'orientation marché et les exigences économiques qui en résultent, une conception du développement conforme au modèle du développement durable et l'harmonisation des actions entre les pouvoirs publics et les acteurs privés – des petits agriculteurs à la fédération des entreprises. De plus, le secteur privé s'intéresse lui aussi de plus en plus aux conséquences sociales et à la prévention des problèmes sociaux. Les groupes cibles de la CD sont les groupes de population pauvres au sein et dans l'environnement des chaînes de valeur, en particulier les petits paysans, les artisans et les micro-entrepreneurs, les travailleurs pauvres (« working poor ») et les chômeurs. La promotion des chaînes de valeur cible également les consommateurs pauvres de produits finis – denrées alimentaires de base et services de base.

Le concept et les méthodes de la promotion des chaînes de valeur sont présentés dans le manuel « ValueLinks » de la GIZ.¹ ValueLinks suit le modèle de l'économie durable (« économie verte »). Toutes les mesures visent à promouvoir l'inclusion économique des groupes de population pauvres, l'utilisation plus efficace des ressources et l'amélioration de la durabilité écologique. Par son apport à la réduction de la pauvreté, au développement économique et à la préservation des ressources naturelles, le développement des chaînes de valeur contribue également à la résilience, qu'il s'agisse de la résilience des ménages concernés, de la stabilité des chaînes de valeur ou de l'économie en général.

(2) Mesures particulières d'amélioration de la résilience de certains groupes cibles au sein d'une chaîne de valeur

Tous les groupes de population pauvres ont en commun de ne pas pouvoir se prémunir contre les risques et les crises. Des mesures spécifiques sont donc nécessaires pour augmenter leur capacité d'absorption, d'adaptation ou de « transformation » de leur modèle de vie. Deux catégories ont besoin d'un soutien particulier : les très petits producteurs agricoles et les travailleurs pauvres.

Les petits paysans pauvres ayant peu de moyens de production sont particulièrement démunis face aux mauvaises récoltes ou aux situations de détresse économique ou familiale qui les obligent à s'endetter ou à vendre des moyens de production. Au sein de l'approche des chaînes de valeur, différentes

interventions peuvent contribuer à réduire les risques ou à surmonter des situations de détresse. Il s'agit en particulier des mesures suivantes :

- des investissements améliorant la productivité, la production et la commercialisation des produits ruraux, en particulier des denrées alimentaires ;
- la préservation de la diversité dans les systèmes de production paysans ;
- l'organisation sociale des producteurs individuels en groupes d'autopromotion et en associations paysannes ;
- un accès garanti par contrat aux canaux d'approvisionnement et de vente de grandes entreprises ;
- le stockage sûr des produits destinés à la vente, la gestion des stocks ;
- la garantie du respect des droits sur les terres et l'eau ;
- l'amélioration de l'infrastructure locale (routes, gestion des ressources, distribution d'eau et d'électricité) ;
- des assurances contre les pertes de récoltes et les risques météorologiques ;
- des options de diversification des sources de revenus en vue de réduire les risques.

Les travailleurs pauvres sont un deuxième groupe vulnérable au sein des chaînes de valeur. Le travail salarié est, certes, une approche qui aide les ménages à diversifier leurs sources de revenus, mais les travailleurs migrants et les journaliers ne font qu'assurer leur survie sans avoir la possibilité de se développer. De nombreux salariés ne sont ni assujettis aux assurances sociales obligatoires ni assurés contre les accidents. Les salariés de grandes entreprises industrielles internationales sont aussi exposés à un risque élevé de perte de leur emploi. En période de crise économique, les personnels peu qualifiés sont souvent licenciés les premiers.

Les approches de chaînes de valeur peuvent réduire la résilience des salariés :

- Dans les chaînes de valeur internationales, il faut mettre en place des mesures incitant les entreprises privées à encourager la transformation ou la création de valeur sur place et à ne pas se contenter d'exporter les produits bruts.
- Les entreprises, en particulier les entreprises internationales occidentales, s'inquiètent des

¹ Springer-Heinze, Andreas : Value Links 2.0 ; GIZ 2015

articles négatifs dans la presse et de leur discrédit auprès de la société civile. La CD soutient la réalisation des normes sociales (on peut citer comme exemples emblématiques le label Fair Trade et l'alliance textile du gouvernement fédéral).

(3) Conception de chaînes de valeur fournissant des produits de base essentiels

Les chaînes de valeur des produits alimentaires de base sont essentielles pour la sécurité alimentaire. Les pauvres sont aussi des consommateurs. Ils sont très tributaires de la disponibilité de denrées alimentaires bon marché et sont directement victimes de la volatilité des prix alimentaires, qui connaissent des fluctuations très importantes, qu'elles soient saisonnières ou dues à la spéculation. À cela vient s'ajouter le fait qu'ils n'achètent que de petites quantités de denrées alimentaires et n'ont pratiquement pas de réserves.

Il existe plusieurs moyens d'améliorer la résilience des consommateurs. L'un d'entre eux est la sécurisation de l'approvisionnement en denrées alimentaires sur les marchés locaux et régionaux, ce qui peut passer par le développement des chaînes de valeur correspondantes. Les mesures comprennent la coordination des chaînes de livraison et de la logistique et l'augmentation de la productivité et de la production (également chez les grands producteurs).

Un deuxième domaine concerne les mesures visant à augmenter le pouvoir d'achat des pauvres. On peut envisager, d'une part, de subventionner les denrées alimentaires pour certaines catégories ou couches de population, ou, d'autre part, de mettre à la disposition des familles les plus démunies des ressources issues de programmes de protection sociale et de transferts pour leur permettre d'acheter des denrées alimentaires de base. Ces deux mesures sont réalisées à l'initiative des pouvoirs publics ou de la CD. Une autre possibilité intéressante est la commercialisation au niveau local de produits agricoles non conformes aux normes internationales et qui, sinon, sont utilisés comme engrais. On peut également aider les consommateurs pauvres à s'organiser afin d'obtenir de meilleures conditions d'achat : les associations et coopératives de consommation achètent des quantités plus importantes de produits, en organisent l'entreposage et les vendent à prix coûtant à leurs adhérents.

Un troisième domaine est la prévention en cas de crise. Il incombe aux pouvoirs publics de prendre les mesures de politique commerciale qui s'imposent pour garantir les sources d'importation et améliorer la tenue et la gestion des stocks.

(4) Mesures de politique sociale dans l'environnement des chaînes de valeur

Dans l'optique d'une meilleure résilience, les approches de promotion des chaînes de valeur doivent être accompagnées de mesures de politique sociale, comme :

- l'amélioration de l'information et de la formation continue sur l'organisation des parcours de vie et la prévention sanitaire ;
- les instruments de politique sociale, comme les assurances sociales, les soins de santé, la fourniture de denrées alimentaires en cas d'urgence.

Publié par : **Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH**

Sièges de la société
Bonn et Eschborn
Projet sectoriel Développement rurale (ELR)
Projet sectoriel Agriculture durable (NAREN)
Projet sectoriel Lutte contre la désertification (CCD)
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15
rural.development@giz.de
www.giz.de

Auteurs : **Dr. Andreas Springer-Heinze, Martina Wegner**

Mise en page : **Katharina Schmitt**

Situation : **Mars 2015**

Sur mandat du : **Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)**

Division : **Unité spéciale (UN SEUL MONDE sans faim)**

Adresse des sièges du BMZ : **BMZ Bonn** **BMZ Berlin | Im Europahaus**
Dahlmannstraße 4 **Stresemannstraße 94**
53113 Bonn, Allemagne **10963 Berlin, Allemagne**
T +49 (0)228 99 535-0 **T +49 (0)30 18 535-0**
F +49 (0)228 99 535-3500 **F +49 (0)30 18 535-2501**

poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Bibliographie complémentaire

Value Links 2.0

Informations thématiques sur des modèles commerciaux inclusifs